L'initiative Microfinance au prochain G8

BIM - 02 juin 2004 Marc ROESCH

Le BIM d'aujourd'hui porte sur une question d'actualité, le prochain sommet du G8 et de l'initiative française à ce sommet dans le domaine de la microfinance. Les journaux se sont fait l'écho de cette initiative. Plusieurs participants du forum espacefinance n'ont pas forcément accès aux journaux ou à Internet de façon aisée, aussi il est peut-être intéressant de vous fournir quelques informations sur cette initiative et sur le contexte dans lequel elle se place. Je tiens à la disposition des personnes intéressées les pages internet citées en format pdf (en faire la demande par un message à l'adresse de roesch@cirad.fr et non pas de celle d'espacefinance).

Du 8 au 10 juin 2004 le sommet du G 8 se tiendra à Sea Island (Georgie) aux USA. Parmi les initiatives qui vont être discutées à ce sommet se trouve la Microfinance.

Un premier document (working paper) a été mis en circulation mi-février 2004 par les Etats Unis pour préparer le sommet. L'objectif du texte est de proposer au prochain G8 tout une série de mesures visant à combattre le terrorisme et « rependre les valeurs démocratiques » au Proche Orient.

Il s'articule autour de trois points :

- > promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance
- > construire une « société de savoir » (et plus particulièrement promouvoir l'éducation de base)
- > favoriser les « opportunités économiques ».

Dans ce dernier point le document fait remarquer que dans le « Greater Middle East » (regroupant notamment les 22 pays de la Ligue Arabes) seulement 5 % de la population peut avoir accès à des IMF et que 0,7 % des besoins de financements sont couverts. Il estime de 400 à 500 millions de \$ le montant des fonds à injecter sur 5 ans dans les IMF. L'objectif pourrait être de toucher 1.2 million de personnes donc 750 000 femmes (http://www.al-bab.com/arab/docs/international/gmep2004.htm). Dans un article sur « Le nouveau masque de la politique américaine au Proche-Orient » le Monde Diplomatique (Gilbert Achkar) décortique « l'hypocrisie » de la démarche. Il note au passage que « Sous la rubrique des « Chances économiques », le document propose les innovations les plus « audacieuses », appelant à « une transformation économique d'une ampleur similaire à celle qu'ont entreprise les pays ex-communistes d'Europe centrale et orientale ». La clé de cette transformation est le renforcement du secteur privé, sésame de la prospérité et de la démocratie selon le credo washingtonien. A ce sujet, le document atteint un degré confondant d'ingénuité. Grâce aux miracles de

la « microfinance », avec seulement 100 millions de dollars par an sur cinq ans, on pourrait faire sortir de la pauvreté 1 200 000 « entrepreneurs » (dont 750 000 femmes), à coups de prêts de 400 dollars par personne. » http://www.monde-diplomatique.fr/2004/04/ACHCAR/11101

A la suite du document américain de nombreuses voies se sont élevés dans le monde arabe pour protester contre l'ensemble du projet. « Une des toutes premières et des plus virulentes critiques arabes du document américain est venue du rédacteur principal du Rapport sur le développement humain arabe, l'Egyptien Nader Fergany. Ce dernier écrit, « en exprimant un sentiment fort répandu dans la région, Washington cherche à « compromettre » l'Europe dans son propre projet. Cela concerne surtout les Etats - l'Allemagne et la France, au premier chef - auxquels l'opposition à l'invasion de l'Irak « a gagné popularité et respect auprès du peuple arabe au point que les forces du changement dans la région voient en eux d'importants alliés » (G Achkar).

Depuis la publication de ce document plusieurs réunions ont réuni les ministères des affaires étrangères des membres du G8. Comment a évolué la question de la microfinance, comment le France en est-elle venu à se mettre en avant sur ce dossier? Y a-t-il un lien entre la proposition américaine et le fait que la France se mette en position de leader sur ce dossier?

Cette idée de pousser les membres du G8 à promouvoir la microfinance n'est pas nouvelle. Déjà au sommet de 1997 les membres du G8 avaient soulignés que « nous nous réjouissons de l'importance que prennent les stratégies de développement des micro-entreprises dans les pays en développement afin d'élargir la participation, et nous soulignons l'importance de meilleures pratiques en matière de microfinance grâce à l'aide bilatérale et multilatérale. »

En juillet 1998 les Nations Unies décrètent 1995 comme année internationale du Microcrédit. En avril 2002 la conférence sur le secteur privé et le financement de la NEPAD avait lancé un appel au G8 (Kananaski Canada juin 2002) pour qu'il prenne une initiative pour soutenir la Microfinance. A l'occasion du sommet d'Evian 2003 le Président Chirac avait organisé une réunion avec les ONG, pour discuter avec elle du contenu des propositions à faire au G8. La microfinance y avait été évoquée. En juin 2003 le G8 d'Evian, malgré divers appels du NEPAD des ONG et de diverses personnalités (http://www.ired.org/pdf/iredforum79/fr03refl001.pdf), reste très évasif et on retrouve dans le communiqué final une proposition que les Etats mettent en place « de nouveaux instruments financiers ».

Le 18 mai dernier lors d'une réunion avec les ONG, les organisations professionnelles et les collectivités locales dans la perspective du prochain sommet du G8 Jacques Chirac déclarait : « Nous adopterons ainsi à Sea Island un plan d'action afin de mobiliser l'initiative et les financements privés au service du développement. Ce plan visera notamment à :

- Réduire les coûts des transferts des migrants vers leurs pays d'origine et à canaliser ces flux, qui représentent plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, vers des investissements productifs. Je rappellerai toutefois que cet argent appartient à ceux qui l'ont gagné par leur travail et ne saurait donc constituer un substitut à l'aide publique au développement;
- > Sur une proposition française, ce plan d'action devrait également comporter une initiative sur la microfinance. Notre objectif doit être le changement d'échelle de ces mécanismes, qui ont déjà permis à plusieurs dizaines de millions de femmes et d'hommes trop pauvres pour accéder au système bancaire traditionnel, dans les pays en développement, de réaliser

leur projet et d'améliorer leur sort. J'ai reçu ce matin M. Mohammed Yunus (Grameen Bank) ainsi notamment que Mme Maria Nowak et M. Xavier Lamblin. »

Le communiqué de l'Elysée précise que « le matin même en présence du Bangladeshi Mohammed Yunus, qui en fut l'initiateur dans les années 1980, le Président de la République a estimé que la micro-finance était bien adaptée à la lutte contre la grande pauvreté parce qu'il touchait immédiatement ceux qui en ont le plus besoin, qu'il était une marque de confiance dans l'homme et une marque de respect de la dignité des plus pauvres. Le Chef de l'Etat a également fait valoir que la micro-finance était un instrument particulièrement efficace d'émancipation des femmes (argument avancé par les USA dans leur rapport cité ci-dessus).

Le Président a ensuite, en présence d'Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, lancé l'idée de la création d'un fonds de garantie par l'Organisation. Le prochain sommet de la Francophonie, qui se tiendra à automne à Ouagadougou, devra permettre de faciliter la diffusion de cette technique dans les pays francophones, en y associant notamment les banques privées.

D'une façon générale le Président de la République estime que l'une des responsabilités des chefs d'Etat et de gouvernement est de mieux répondre à l'exigence d'une solidarité mondiale. Il faut pour cela envisager la création de nouvelles ressources pour le développement en complément de l'aide publique au développement et des initiatives privées. Toutes les voies doivent être explorées, dans le cadre d'une démarche volontariste dont la France sera l'un des moteurs.

(http://www.elysee.fr/magazine/actualite/sommaire.php?annee=2004&mois=5&doc=/magazine/actualite/2004/05/18/116164 page 0.htm)

L'après midi du 18, au cours de cette réunion avec la « société civile », « les ONG, minées par des aides en chute libre, ont rappelé au Président ses contradictions... qui s'est engagé à ce qu'une « solution rapide » soit trouvée.(Article de Libé du 19-05-04). L'article continue ... « Peut-être enfaisant appel au Bangladais Mohammed Yunus, figure du microcrédit qu'il a reçu le matin même. Ces microfinancements, qui touchent « aujourd'hui 60 à 70 millions de personnes dans le monde », estime Chirac, sont « un instrument d'avenir » qui devrait concerner « dix fois plus de familles ». Et qu'il compte aborder au G8, au même titre que le « passage de la théorie à la pratique » du Nepad, plan de développement panafricain ; le « retard » de l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres ; ou ces « financements privés » qui ne substituer développement ». « sauraient se l'aide au à (http://www.liberation.fr/page.php?Article=207124)

Si l'on ajoute à cet ensemble d'information l'article du Monde titré « une arme qui marche contre la pauvreté : les micro-crédits » (Le Monde du lundi 24 mai sous la plume de Eric le Boucher) on est en droit de se poser des questions :

- > à qui profite toute cette agitation,
- > quels sont les « intérêts » (politiques, économiques, individuels) qui se cachent derrière toutes ces initiatives qui, comme le disent les ONG, sont en contradiction avec la réalité des faits (les financements publics, notamment français, sur la microfinance sont en baisse depuis plusieurs années, les financements privés restent faibles et très éclatés, les banques privées restent prudentes),
- > et donc quelle sera la pérennité de ce type d'initiative.

Peut-être que pour l'instant faut-il « raison garder » et observer ce qui va se passer à Sea Island, comment toute cette agitation se traduira en propositions concrètes.